

Ouvrir les yeux et exiger un autre partage ! D'autres solutions existent, non à la régression sociale !

A lors que l'on nous parle, chaque jour, de la crise pour justifier bon nombre de réformes, de remises en cause d'acquis sociaux, de restructurations et suppressions d'emplois, quelques chiffres publiés récemment dans les journaux économiques, et notamment par l'Oxfam, doivent pourtant nous faire réfléchir et nous interpeller.

En effet, en 2017, les bénéfices du CAC 40 ont atteint un chiffre record avec plus de 97 milliards d'euros... Rappelons-nous qu'ils n'étaient encore en 2009 "que de 47,1 milliards d'euros".

En y regardant de plus près, le constat est encore plus accablant.

De 2009 à 2016, 68% des bénéfices du CAC 40 ont été reversés aux actionnaires sous forme de dividendes.

Dans le même temps, seulement 5,3% de ces mêmes bénéfices ont été distribués aux salariés.

Oh surprise ! La France, avec 68% bénéfices reversés à l'actionnaire, peut se targuer de faire office de championne, loin devant la Grande-Bretagne et ses 60% pour l'actionnaire.

Pour bien se rendre compte, il faut savoir qu'en Europe, la moyenne reversée à l'actionnaire est de 55% et qu'aux Etats-Unis, modèle du libéralisme où s'attendrait à un "tout à l'actionnaire", on pourrait presque dire que "seulement" 48% sont redistribués, en moyenne, à l'actionnaire. C'est édifiant et profondément choquant, si l'on fait la moyenne depuis 2009. En effet, pour 100 euros de bénéfices, les entreprises du CAC 40 ont versé 5,3 euros aux salariés quand, dans le même temps, elles ne réinvestissaient que 27,3 euros dans l'entreprise, mais 67,4% aux actionnaires !

N'y aurait-il pas comme un problème ?

Oui, car le faible investissement au détriment d'une priorité à l'actionnaire risque

rapidement de mettre en difficulté l'entreprise qui n'aura pas assez investi dans la recherche, le développement, mais aussi l'amélioration des conditions de travail et la productivité que cela induirait.

Cette vision "mortifère" du partage des bénéfices risque une fois de plus de faire "payer" la note aux salariés en mettant l'entreprise et leurs emplois en danger uniquement et simplement pour avoir été trop "gourmand".

Oui, il y a un problème également dans la répartition des bénéfices dans l'entreprise.

On comprend mieux pourquoi l'on parle sans cesse aux salariés de la crise, mais cette crise, ce sont les salariés qui la subissent et non leurs dirigeants.

Là encore les chiffres sont édifiants. Quand en 2009, en moyenne, un PDG du CAC 40 gagnait 96 fois le salaire moyen, en 2016, nous sommes arrivés à 119 fois le salaire moyen !

Une fois de plus, il y a 2 poids 2 mesures, les uns subissent les politiques d'austérité salariales sous couvert de crise et de compétitivité, les autres s'augmentent légèrement sans scrupule, en allant même jusqu'à demander aux salariés de continuer leurs efforts et leurs sacrifices... un comble !

Et comme si cela ne suffisait pas, ils creusent un peu plus encore les déficits sociaux.

Ces géants du CAC 40 entretiennent et développent même tous les montages et artifices afin de soustraire ces milliards d'euros de bénéfices à l'impôt.

Pour preuve, si l'on compare 2008 à 2016, les entreprises du CAC 40 détenaient, en 2016, 20% de filiales en plus dans les paradis fiscaux...

Ce sont des milliards d'euros de cotisations et d'impôts qui ne sont pas versés.

Et après, on vient nous dire que les déficits des régimes sociaux nous obligent à revoir notre modèle social et notre modèle républicain.

Nous ne pouvons rester sans dénoncer et combattre ces dérives qui, sous couvert de libéralisme, remettent en cause un à un l'ensemble des acquis sociaux de l'après-guerre.

Car ces milliards d'euros inégalement voire même non redistribués, peuvent permettre de régler tout ou partie des problèmes de financement dont on nous parle au quotidien.

Retraite, santé, dépendance... le financement ne peut pas reposer que sur les salariés.

La solution de dire "c'est aux salariés de faire un effort" n'a que trop duré.

Les tensions et mouvements sociaux que traverse actuellement notre pays le prouvent. Il faut que le gouvernement, qui reste jusqu'à présent sourd et aveugle aux revendications des salariés, joue son rôle de régulateur et fasse cesser cette explosion des inégalités, des injustices et du détricotage du modèle social à la française tant envié à l'étranger.

Les chiffres repris plus haut prouvent que d'autres solutions existent pour une juste et efficace redistribution.

C'est dans cette optique que les représentants FO œuvrent à tout niveau pour la défense et la progression des intérêts matériels et moraux de l'ensemble des salariés.

Sébastien **BUSIRIS**
Secrétaire général

